



Déclaration liminaire de la FSU à la CAPA 3ème refus de congé de formation du 27 mai 2025

Madame la Rectrice,

Cette CAPA constitue un des derniers vestiges du paritarisme et du dialogue social détruit par la loi de transformation de la Fonction publique, loi scélérate dont la FSU continue à demander l'abrogation.

Les demandes de congé formation constituent pour nombre de collègues, dans le contexte actuel de dégradation de nos métiers, une solution pour survivre dans une institution en plein naufrage, voire la quitter... Le mot n'est pas trop fort lorsque l'on constate les effets dévastateurs des politiques éducatives menées depuis des années par les gouvernements successifs. Alors que la situation nationale et internationale devrait pousser l'ensemble de la Nation à faire bloc autour de son École, les gouvernants issus des formations politiques défaites lors des dernières élections législatives, continuent, tout au contraire, leur travail de sape.

En s'en prenant, encore et toujours aux personnels et à leur pouvoir d'achat.

Ainsi, non contents d'avoir supprimé la GIPA et de refuser toute augmentation du point d'indice, ils sanctionnent les agent.e.s malades en ne rémunérant plus qu'à 90 % les jours de congé maladie ordinaire. Aujourd'hui, dans l'Éducation Nationale, vous êtes coupable d'être malade ! La FSU demande l'abandon de cette mesure et le retour à une indemnisation à 100 %.

Et ce n'est malheureusement pas le seul exemple d'attaque contre le pouvoir d'achat des personnels. Le projet ministériel de refonte du cadencement des rendez-vous de carrière aboutirait à ériger un barrage au passage à la classe exceptionnelle pour un très grand nombre de collègues ainsi privé.e.s de toute perspective d'évolution salariale pendant les dernières années de leur carrière. Pour la FSU, c'est inadmissible et nous demandons que la classe exceptionnelle soit considérée comme le débouché normal d'une carrière, débouché qui doit être accessible au plus grand nombre.

Ce n'est en tout cas pas ainsi que le ministère restaurera l'attractivité de nos métiers. Les derniers chiffres d'inscrits et d'admissibles aux concours de recrutement montrent, une nouvelle fois, combien nos professions n'attirent plus. La FSU le répète encore une fois, c'est d'abord la revalorisation immédiate, substantielle et sans contrepartie du point d'indice qui permettra de rendre attractifs nos métiers. Le reste n'est que bricolage. A commencer par la réforme de la formation initiale, avec des concours de recrutement placés à bac +2,5, qui n'aboutira qu'à déqualifier un peu plus nos métiers et justifier ainsi notre déclassement salarial. La FSU dénonce ce projet, en exige l'abandon et demande l'ouverture de discussions sérieuses sur la revalorisation des salaires en début de carrière, une refonte générale des grilles indiciaires et un statut d'élève-fonctionnaire bien rémunéré dès la L2.

Effondrement de l'attractivité, attaques sur le pouvoir d'achat, carrières bloquées, tri social des élèves, moyens étriqués: après des années de maltraitance l'École est à bout de souffle et tout semble être mis en œuvre pour l'achever.

Ne parlons pas non plus par exemple de l'année de terminale des lycées professionnels désormais transformée en une véritable course contre la montre et même un sprint final où tout semble s'accélérer à toute vitesse. C'est malheureusement le sentiment qui prévaut face à cette nouvelle désorganisation: 170 h de cours supprimés sur 3 ans. Si tou.tes les élèves étaient bien sur la même ligne de départ, force est de constater qu'iels n'arriveront pas tou.tes à la même ligne d'arrivée, par manque de temps pour s'approprier les connaissances, pour réfléchir, pour construire leur projet...

La réorganisation des périodes de PFMP impacte fortement le passage des épreuves certificatives en entreprises pour certains Bac Pro. Les élèves n'ont plus le temps de préparer correctement leur épreuve. Et, comme si cela ne suffisait pas, pour aggraver les conditions de réussite des élèves de bac pro, les derniers CCF ont été programmés dès le retour des congés de printemps dans la majorité des établissements de notre académie (épreuves de Terminale autour du 12 mai!). Cela signifie que les derniers cours que les élèves ont suivis datent d'avril. Mais qui peut croire que cela leur permettra de mieux préparer leur entrée en BTS en septembre, soit six mois après la fin des cours ? Les modules Théodule, les visites d'entreprises ou autres initiations incongrues du parcours différencié ne suffiront pas à garantir leur réussite. La pédagogie ne peut pas se réduire à une course contre la montre qui pèse une nouvelle fois sur les élèves et les personnels.

Cette accumulation de dégradations, conjuguée aux fortes interrogations que suscitent les assises de la santé scolaire, devrait toutes et tous nous alerter, nous scandaliser, nous effrayer. Car il n'est pas de démocratie sans une École forte et ouverte. Les apprentis sorciers qui nous gouvernent devraient en prendre conscience. Leur politique ne peut conduire qu'à un désastre éducatif et donc démocratique.

C'est pleinement consciente de ces enjeux écrasants que la FSU se tient, aux côtés des collègues, pour défendre notre modèle d'une éducation émancipatrice, laïque et inclusive.